

LE CONCEPT DE RÉVOLUTION ¹

Commençons par un peu d'imaginaire.²

Voici quelques "brèves" comme disent les journalistes : Rosenberg-City (anciennement New-York) : le camarade Augusto Quinteros, président des Etats-Unis d'Amérique du nord, annonce la destruction du dernier stock de fusées atomiques et inaugure le musée des armements nucléaires ; Roma : Carlotta Roger, héroïne de «la marche d'Urbino», est élue à la tête du présidium de la Fédération des Républiques populaires de Méditerranée ; Paris : le chef de la République sociale française, Abderrahmane Benakli, au nom du Conseil des Délégués nationaux du peuple fixe au 1^{er} octobre le passage de la semaine de travail à 20 heures ; Moscou : le processus de complète décentralisation peut être considéré comme achevé, l'auto-organisation des travailleurs préfigurant le dépérissement de l'Etat ; Pékin : les accords de coopération économique et culturelle entre la Chine, le Japon, la Corée et le Vietnam, sont reconduits pour les vingt prochaines années ; Lima : le vol du premier vaisseau spatial habité latino-américain sur Vénus a été un plein succès ; Anta-maribo : le P.N.B. de Madagascar est désormais équivalent à celui de la Grande-Bretagne ; Beyrouth : la Confédération des républiques socialistes du Moyen-Orient ravit la première place de la production des machines outils au Sri-Lanka ; Peacetown (ex Pretoria) : la pissotière en or a été inaugurée ce matin Place Nelson Mandela ; les prochains jeux olympiques auront lieu à Addis-Abeba.

Ma thèse est de la sorte énoncée clairement : il s'agit de réhabiliter le concept de révolution. Je ne prendrai même pas la précaution de recourir à la formule «pensée transformatrice», car il faut en finir avec les pudeurs linguistiques et les hypocrisies.

1. Le concept de révolution est le concept central de l'anthropologie. Marx lui donne, dans ses *Thèses sur Feuerbach*, des lettres de noblesse qui, en l'introduisant dans la philosophie, provoquent une véritable révolution théorique, par implosion de la théorie elle-même³. Le statut qu'il lui confère marque à la fois la rupture avec les acceptions antérieures (de Platon à Montesquieu et Rousseau), notamment le dépassement de l'usage métaphorique kantien («révolution copernicienne»), l'accomplissement des aspirations philosophiques les plus positives (idéalisme allemand : Fichte et Hegel) et la destination effective de certaines mutations historiques (révolutions dites culturelles, techniques et scientifiques). La révolution n'est ni retour à quelque Eden perdu, ni rêve d'île sans topos, ni philosophie de l'action, ni même pensée de la praxis, ces mots n'ayant que trop servi, avant comme après la XI^e Thèse, de miroirs aux alouettes. Elle est processus matériel de création, «mouvement réel» inscrit dans les «larmes des choses», comme voulait Labriola, et des hommes, afin de provoquer l'abolition de «l'état actuel». Elle est «autocritique»⁴ concrète, au cœur des contradictions vécues, c'est-à-dire des luttes de classes, des luttes des dominés contre les ordres dominants. La tradition de philosophie *militante* qui en effet, dans notre contexte culturel, s'inaugure avec Platon et se poursuit jusqu'aux Lumières, trouve sa terre ferme avec le *Capital*, cette "aide", comme l'a si

¹ Publié dans *Antropologia, Prassi, Emancipazione, Problemi del marxismo*, a cura di G. Labica, D. Losurdo et J. Texier, Quattroventi, Urbino, 1990.

² Il s'agit ici d'un résumé, ou plutôt d'un aperçu, n'exhibant pas toutes ses preuves, sous la forme commode de "thèses" à débattre, d'analyses plus amplement développées ailleurs dans des ouvrages et articles.

³ Cf. G. L., *Karl Marx. Les Thèses sur Feuerbach*, Paris, P.U.F., 1987.

⁴ *La concezione materialistica della storia*, a cura di E. Garin, Bari, Laterza, 1965, p. 45.

bien vu Engels, que l'intellectuel Marx apporte aux exploités, en leur fournissant «la conception du monde correspondant à leurs conditions de vie et de lutte»⁵. Seulement une *aide*, qui leur doit l'essentiel de sa pénétration, mais qui demeure pour nous, aujourd'hui, un programme de travail à poursuivre et à ajuster. Permettez-moi un jeu de mots : si, en ce sens, Heidegger est le berger de l'Être, Marx est alors le mouton du non-Être, du "non encore advenu qui est dans le réel" (E. Bloch).

2 Le droit à la révolution est le seul droit inaliénable de l'homme. Il est le seul qui ne puisse être récupéré par quelque légalité dominante que ce soit, contrairement au droit au travail, au suffrage «universel», au droit de grève et, d'une manière générale, à tous les droits peu à peu conquis par les luttes des travailleurs. «Le droit à la révolution (*Das Recht auf Revolution*) n'est-il pas, après tout, le seul "droit historique" effectif (*wirklich*), le seul sur lequel repose tous les Etats modernes sans exception ? »⁶. L'histoire, depuis deux siècles, fourmille d'exemples de cette exercice et jusque sous nos yeux, si nous voulons bien jeter un regard au-delà de nos frontières. Et peut-être convient-il aussi que nous nous souvenions que cette thèse ne manque nullement de cautions philosophiques. Depuis Rousseau, assurant, dans le *Discours sur l'inégalité*, que la force qui maintenait le despote, peut le défaire ; depuis Spinoza, pour qui le droit c'est la puissance de la multitude, qui le délègue et le reprend aux détenteurs du pouvoir ; depuis le Fichte des *Considérations sur la révolution française*⁷ ; depuis Hegel qui noue ensemble les destins de la philosophie et de la révolution et identifie cette dernière à l'acte de la liberté⁸ ; depuis Kant lui-même qui admet le gommage d'un commencement «illégal»⁹ ; depuis le *philosophe* Robespierre qui, au moment de l'arrestation des suspects, s'écrie que ces actions sont «aussi illégales que la révolution, que la chute du trône et de la Bastille, aussi illégales que la liberté elle-même»¹⁰. Souvenons-nous également de l'article 35 et dernier de la constitution de 1793 stipulant : «quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs».

3 Comme «le sommeil de la raison engendre toujours les monstres», l'abandon du concept de révolution ne produit que des régressions. Les soi-disant innovations de notre actualité en sont la preuve. Considérons un paradoxe. L'inflation du vocable «révolution» est considérable...dans la publicité et le marketing. Affiches murales, bandes-annonces de presse, spots télévisés proclament à l'envi que tout est «révolutionnaire» des couches-culottes aux lames de rasoir, aux derniers modèles de voitures, aux collections de mode, aux sauces-tomates, aux best-sellers et, bien entendu, aux prouesses micro-informatiques. En France, à la veille du bicentenaire de la révolution, cela tourne à la manie obsessionnelle. Mais nous savons bien que

⁵ *Juristen Sozialismus*, Marx-Engels Werke, t. 21, p. 494.

⁶ K. Marx, *Les luttes de classes en France*, Préface de F. Engels, mars 1895 ; MEW, t. 22, p. 524. Cf. G. L., *Le paradigme du Grand-Hornu*, Paris, La Brèche, 1987, p. 100.

⁷ Voir notamment le ch. IV "Des classes protégées, en général, par rapport au droit de révolution" qui expose la théorie fichtéenne du contrat.

⁸ Voir la thèse exposée par J. Ritter : «aucune autre philosophie n'a été autant et aussi intimement philosophie de la révolution» (*Hegel et la révolution française*, Paris, Beauchesne, 1970, p. 19) et les récents travaux de D. Losurdo.

⁹ Ainsi que A. Tosel vient de le rappeler avec force (*Kant révolutionnaire*, Paris, P.U.F., 1988). On se reportera, en particulier, au passage cité de la *Métaphysique des mœurs. Doctrine du non-droit* (p. 118) : «Au reste, une fois qu'une révolution a réussi et qu'une nouvelle institution a été instaurée, le caractère illégal de son commencement et de la conduite de celle-ci ne peut pas libérer les sujets de l'obligation de se plier, en bons citoyens, au nouvel ordre des choses, et ils ne peuvent refuser d'obéir honnêtement à l'autorité qui a maintenant le pouvoir.»

¹⁰ *Discours à la Convention* du 5 nov. 1792.

les spécialistes en études de marché n'agissent pas au hasard, ni de façon innocente dans leurs messages, «révolution accroche. Est-ce par compensation ? Toujours est-il que cette débauche verbale s'accuse du silence et du déni ouvert quant aux significations politiques, sociales et philosophiques. C'est à qui proclamera le plus fort la «fin des idéologies» et des «grands récits», ou que la Révolution égale totalitarisme, Terreur, Goulag et Robespierre, Staline. Qu'il s'agisse d'opposer le droit à l'histoire, la société à l'Etat, l'individu aux masses, Aron à Sartre ou Tocqueville à Marx, la leçon est partout la même : discrédit du politique et anathème sur le moindre projet de transformation. A plus forte raison, la référence révolutionnaire ou seulement contestataire, n'est plus considéré que comme le fait d'attardés mentaux et objet de dérision. Accordez-moi une illustration qu'à dessein je n'emprunte pas à quelque caricature, mais à un ouvrage récent fort respectable. Dans leur *Chronique des idées d'aujourd'hui*, deux excellents jeunes philosophes, J.M. Besnier et J.P. Thomas¹¹, nous proposent le diagnostic suivant. Il concerne d'abord les intellectuels "de gauche" : volonté malade, apolitisme, «rejet de l'idéal et de toute projection d'un modèle de société à réaliser», narcissisme, individualisme, «la révolution fait peur et les garanties juridiques rassurent», désaffection du marxisme et «agonie de ses sectes», malgré «quelques derniers irréductibles», refuge et même apologie du libéralisme, parfois concomitant de «la religion la plus obscurantiste»... Tout cela est bel et bon, et vrai, et la critique de certaines attitudes souvent forte. Malheureusement le remède ne suit pas et à se garder aussi bien de droite que de gauche (i.e. du marxisme), nos deux auteurs ne parviennent pas à sortir de la scène qu'ils ont dressée. Leur recours et leur solution : «la volonté de société [...] qui autorise l'élaboration commune, grâce à la discussion, des normes qui régissent la sphère publique», l'invite aux citoyens «à ne pas se détourner de la poursuite du bien commun», «à participer à la gestion gouvernementale», à réconcilier «l'individu avec l'idéal démocratique»...

4. Les "réponses", venues de la "Gauche", à ces régressions, représentent elles-mêmes, autant d'abandons. Il en va ainsi de la constante mise en avant de «l'Etat de droit», de la défense des droits de l'Homme et des valeurs républicaines, des figures de la post-modernité ou de «l'éthique communicationnelle». Je ne craindrai pas, bien des années après Benda, de parler, à propos de ce phénomène, de «trahison des clercs». En France, en particulier – mais est-ce si différent ailleurs ? – la conjoncture politique qui a enterré toute idée de changement a rallié massivement les intellectuels. Avec un bel empressement, ils ont élevé à la théorie leurs propres reniements et se sont souvent installés dans les allées du pouvoir. La mort du marxisme fait recette dans tous les sens du mot. En transformant les culpabilités en anathèmes, non sans terrorisme verbal, elle assure de confortables positions morales, sociales et médiatiques, à travers la fortune de deux préfixes : néo-, pour nouvelle philosophie, nouvelle histoire, nouvelle économie, et... nouvelle cuisine, pour ne rien dire du néolibéralisme, qui habille les bonds en arrière ; post -, comme post-capitalisme, post-socialisme ou post-modernisme déjà évoqué. Le vingtième anniversaire de mai 68 suscite le bruyant concert de petits maîtres qui achèvent de raturer la mémoire d'une secousse de masse et tourne en dérision ses effets les plus subversifs... Le discours dominant, de la sorte, n'en finit plus avec son travail du deuil. On sait qu'il n'épargne ni les luttes exemplaires, aux yeux des locuteurs repentis eux-mêmes, d'hier (Cuba, Algérie, Vietnam...), ni celles d'aujourd'hui (Nicaragua, Palestine...). Il n'est nullement surprenant, dans de telles conditions, d'assister au développement, dans les couches les plus défavorisées, d'idéologies

¹¹ Paris, P.U.F., 1987.

nationalistes, racistes, et même délibérément fascisantes, sans parler du «retour du religieux». Que l'on m'entende bien. Je ne cherche nullement à faire ici le procès de l'intelligentsia ni à lui imputer des responsabilités qui lui incombent d'autant moins que son attitude n'est que le symptôme de conditions historiques dont l'analyse existe ailleurs (critique du stalinisme et des bureaucraties "socialistes", mondialisation des rapports marchands, entre autres). Mais je m'en tiens à ma thèse de départ, le *concept* de révolution, une affaire donc d'intellectuels, où leur rôle est impliqué. Prenons un paradigme, celui que vient d'évoquer A. Münster, mettant en rapport la position de Bloch et celle de Benjamin, au moment du Front populaire¹². Le premier nommé en approuve la politique. Le second dans ses *Passagen-Werke*, revient sur les révolutions françaises dont il retient qu'elles sont des «interruptions salutaires», des «signes de rédemption» et des «arrêts spectaculaires», dans une évolution historique qui alimente les aliénations, relit Blanqui et manifeste son scepticisme à l'égard d'un mouvement qu'il juge plus défensif qu'offensif, l'engouement pour le modèle démocratique-républicain (NB : au même titre que celui de la politique de l'I.C. stalinienne) lui paraissant conduire à l'endormissement des capacités révolutionnaires. Nous y sommes. Encore ne s'agit-il pas du Front Populaire et des enthousiasmes qu'il a, à bon droit, suscités, mais bien de la reconduction de la gestion du capitalisme, en crise ou non.

5. Car, le retrait actuel du concept de révolution (et plus largement du politique) est strictement inadéquat à la situation qu'il tente de réfléchir. Sans doute n'est-il pas de démocratie parfaite, sans doute n'est-il pas, depuis les cités grecques, de démocratie ne connaissant pas de faiblesses. Il faut pourtant s'arrêter sur les maladies propres à nos démocraties occidentales modernes. Et d'abord à la contradiction entre leur discours dominant, de la droite à la gauche, malgré des nuances, et leurs pratiques.

Ce discours est articulé sur l'acceptation de la «crise», ou plutôt sur l'interprétation qui en expose la fatalité et donne sa logique comme inéluctable. Il gouverne et tente d'imposer le triple mot d'ordre :

- du consentement, ou consensus, autour des options économiques de la gestion des rapports capitalistes de production, de la défense et du surarmement, du nucléaire, des rapports Nord-sud («dialogue») ou de l'Europe (en particulier horizon 1992) ; et, pour la France, autour des institutions issues de la Vème république ;
- de la solidarité, qui estompe les conflits (on ne parle plus que de «partenaires sociaux»), dans la société aussi bien que dans l'entreprise ; «nouveaux pauvres» et «nouveaux riches» (ces derniers bien moins évoqués que les premiers) sont conviés aux efforts communs ; la lutte de classes est évidemment déclarée caduque ;
- des sacrifices qui provoquent la remise en cause de la protection sociale et des droits des travailleurs, la mobilité, la précarité des emplois, les "petits boulots" et plus généralement toutes les formes d'exclusion (chômeurs et migrants).

Le vocabulaire politico-journalistique enregistre cette situation, sous ses différents registres, de façon significative :

- cynique : «société duale», partagée en «gagnant» et «perdants» ; «politique spectacle» ; politique «politicienne» ;
- apparemment neutre : «société de consommation», «société de communication» ; opposition entre la «classe politique», dont effectivement les membres confisquent l'exercice du pouvoir, parfois de façon héréditaire, et la «société civile», à laquelle on emprunterait quelques outsiders (étrange destin d'un concept passé de Hegel à Gramsci !)

¹² «Le paradigme révolutionnaire français dans les "Passages parisiens" de Walter Benjamin et dans la pensée de Ernst Bloch».

- ouvertement idéologique : l'idéologie juridique demeure l'idéologie dominante, à travers les campagnes pour les «droits de l'homme» et la proclamation de l'humanisme et de «l'Etat de droit».

Les traits qui caractérisent la démocratie bourgeoise, appelons-la par son nom, n'en sont pas moins patents et exposés comme tels par certains observateurs lucides et, parfois, dans les rapports de commissions officielles. Je me borne à une simple nomenclature que chacun étoffera à son gré et à laquelle les preuves ne feront pas défaut :

- l'exclusion politique, qui relaie l'exclusion sociale, et la perte de représentation des dominés en général, pas seulement des travailleurs, jeunes notamment ;
- la soumission aux pouvoirs publics ou privés de la part d'une justice de classe, malade de ses dénis du droit, de la part de la presse et des médias, quant-à eux, soumis à l'argent roi ;
- le maintien et, pour certaines, l'aggravation des inégalités, entre sexes, entre cultures, devant l'emploi, devant l'impôt, devant le salaire, devant l'instruction (désalphabétisation) ;
- la montée des comportements racistes et ségrégationnistes ;
- la subordination à l'impérialisme dominant, nord-américain ;
- les pratiques systématiques du secret, en matière de politique militaire, financière, internationale ;
- les scandales politico-financiers qui intègrent aujourd'hui ce qu'il faut bien appeler la criminalisation du capital (recyclage tranquille des profits de la drogue et de la prostitution) ;
- la vassalisation de la recherche scientifique aux intérêts des Etats et des multinationales, qui souvent les dominent ;
- le danger enfin de destruction nucléaire, qui n'est nullement un fantasme d'écologiste.

La mise en place de la "société duale", divisée en gagnants et perdants, si visible déjà à New-York, Santiago ou Mexico, se gausse des consensus, des gadgets humanitaires et des épées de bois des bonnes consciences intellectuelles.

6. L'actualité du concept de révolution en sort renforcée. Précisons face aux donneurs de conseils et aux néo-sages en complet trois-pièces : sans nostalgie, car aucun modèle, aucune expérience, fussent-ils du passé le plus proche, ne peut nous servir de guide, ni même d'inspiration ; sans volontarisme, puisque nous n'avons pas encore fini de jeter la dernière pelletée de terre sur les dogmatismes, les thaumaturgies et les catéchismes. Les indispensables autocritiques qui ont à labourer un demi-siècle de théories et de pratiques du mouvement révolutionnaire, dans ses prestiges comme dans ses égarements, et les culpabilités qu'elles véhiculent ne tiennent pas devant les urgences de notre temps et ne sauraient, en aucun cas, s'y substituer. Une nouvelle rationalité politique et la définition, en vérité programmée nulle part, pas plus à l'Ouest qu'à l'Est, pas plus au Nord qu'au Sud, d'une alternative démocratique, *donc révolutionnaire*, est le seul ordre du jour contemporain. Il s'appelle toujours «changer le monde» ou «changer la vie» comme disaient les surréalistes, plus réalistes en cela que nombre de nos penseurs en vogue. Avec une différence de mode et de temporalité, celle de *l'urgence*. Les soubassements, dans le «mouvement réel» ne font pas défaut, même quand ils sont le moins visible du diagnostic et le moins perceptible aux maîtres-penseurs de substitution. Ils tiennent, chez nous, où la violence se dissimule dans la légalité institutionnelle, aux épaisseurs de la tradition et des pratiques démocratiques, conquises par des luttes séculaires, aux formes neuves de contestations qui

renouvellent également l'exigence d'égalité et à un niveau, disons le mot, supérieur de conscience politique, sociale et culturelle susceptible de déjouer le piège des consensus (chacun, à nouveau, en trouvera des exemples autour de lui). Autrement dit à ce qu'il ne faut pas craindre d'appeler *des éléments de communisme* internes à notre présent. Les revendications de contrôle (de pouvoir) autogestionnaire n'en sont qu'un aspect, que les organisations classiques ont bien été obligées d'intégrer. Quant à notre concept de révolution, de changement radical imposé par les circonstances, quelles que puissent être ses formes et ses moyens, actuellement imprévisibles, puisque les intellectuels ne font l'histoire, fût-ce à leur insu, qu'en s'associant aux masses, il reste à en dire que son lâchage, *volens nolens* n'est que lâcheté ou cécité conjoncturelle, au service des dominants et de leur domination. Le Maître, l'ami, Brecht, a toujours raison qui nous rappelle nos trois tâches : critiquer (détruire dit-il) l'idéologie bourgeoise, être attentifs aux forces qui font bouger le monde, faire progresser la théorie¹³.

Quelle anthropologie, puisque tel était l'objet de notre colloque, pourrait ignorer cette problématique ? Quelle praxis émancipatrice pourrait éluder cette «mission» (autre mot de Marx) ? Nous *devons* réhabiliter le concept de révolution, ce droit imprescriptible, quoi qu'en disent et parce qu'en disent les ordres établis, même si nous n'en sommes ni les maîtres, ni les gérants. C'est aussi le choix d'une tradition *philosophique*. Que si mon propos a rompu avec l'académisme, s'il a paru polémique, je dirai, non pour m'en excuser, mais pour m'en vanter, avec le père Héraclite, que Polémos est le maître de toute choses, y compris des idées. A Urbino comme à Ephèse.

ADDITIF (janv. 1989).

Dans la masse immaîtrisable des débats suscités par la commémoration du bicentenaire de la Révolution en voici un bien symptomatique pour mon propos. A une déclaration du Président de la République affirmant qu'il fallait prendre la Révolution française comme «un bloc» (expression déjà utilisée par Clémenceau), relayée par le chef de la Mission du bicentenaire (J. N. Jeanneney, dans «La revue des deux mondes» déc. 1988), le penseur de la "nouvelle" droite, J. M. Benoist (*Le Monde*, 15 et 18 janvier 1989), rétorque longuement que «1989 doit être l'occasion de saluer la Déclaration des droits et, en même temps, de rejeter solennellement devant l'histoire les atrocités de la révolution qui furent la matrice de toutes les horreurs qui ont ensanglanté notre siècle». De son côté, le ministre socialiste de la culture (et du bicentenaire), J. Lang, répond à une question sur la «terreur révolutionnaire» (TF1 du 19 janv. Et la presse du 21) : «Ce qui m'intéresse, c'est que l'ensemble de notre communauté nationale puisse célébrer les deux choses sur lesquelles nous sommes d'accord, quelles que soient nos histoires respectives : la souveraineté populaire et les droits de l'homme». Sans commentaire. Sinon que s'agissant du «bloc», la question reste entière de sa limite : 1794 (chute de Robespierre), 1795 (Directoire), 1799 (Consulat), 1804 (Empire)...1815... Mais chacun sait bien que le prix du «bloc», comme pour le foie gras, n'est pas fonction de sa taille.

¹³ Ce véritable texte-programme se trouve, sous le titre «Quels services le prolétariat attend-il des intellectuels ?», dans *Les études marxistes*, 1926-1939 (en français dans *Ecrits sur la politique et la société*, Paris, l'Arche, 1970, p. 48).